

« On ne peut pas résoudre les problèmes avec ceux qui les ont créés »
Albert Einstein

Malgré les processions, le feu est loin d'être éteint

Les processions sont passées de mode. Le temps n'est plus où, en période de grande sécheresse, nos campagnes résonnaient de suppliques propitiatoires. Et, parfois, il pleuvait... Depuis, la météorologie a détrôné Saint Médard.

Le déluge journalistique et éditorial et, plus encore, les déclarations tonitruantes des politiques qui se déversent sur l'incendie allumé par la crise participent-ils de la même pulsion incantatoire ? Les uns y vont de leurs recettes-miracles, les autres de leurs coups de menton : moralisation, régulation, mise sous surveillance des banques, fin des paradis fiscaux, chasse aux bonus,... La panoplie des vœux pieux ne cesse de s'enrichir. Et, pour l'instant, le feu est loin d'être éteint. Et la pluie salvatrice continue de se déverser en vain.

Scepticisme ou réalisme ? Les Français sont sans illusion. Si l'on en croit un sondage TNS Sofres/Logica, ils sont 74 % à penser que « *malgré la crise et les erreurs commises, les dirigeants ne vont pas changer de comportement* » et à peine 37 % qu' « *avec la crise économique, le système économique et financier va être davantage régulé* »



Une bonne nouvelle toutefois : 48 % déclarent s'intéresser davantage à l'économie qu'avant. Il reste à les convaincre de s'intéresser aussi à l' « autre économie ».

C'est à cela que, modestement, mois après mois, nous nous efforçons de contribuer.

Marcel Caballero
Vice-président du CIRIEC-France

ACTUALITE

L'ESS S'INVITE AU DEBAT DE LA PRESIDENTIELLE

A l'occasion de la conférence de presse de lancement de la 4e édition du Mois de l'économie sociale et solidaire, Jean-Louis Cabrespines, président du Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale (CN Cres) a présenté, en avant-première, quelques propositions aux candidats à l'élection présidentielle : « *Nous avons à convaincre ceux qui vont se présenter aux prochaines élections présidentielles et législatives, qu'un autre modèle économique est possible et qu'ils trouveront, au sein de l'économie sociale et solidaire, des acteurs qui sauront partager leurs savoirs pour une nouvelle économie au service des personnes et de leurs besoins sociaux. Ils auront à nous dire ce qu'ils veulent faire et comment est prise en compte l'ESS dans leur vision de l'économie* », a-t-il conclu lors de cette journée.



Les propositions, listées sur le site du CN Cres, vont dans le sens de la loi-cadre initiée par le gouvernement en juin dernier, qui devrait entrer en application l'an prochain et permettre ainsi au secteur de bénéficier d'un périmètre d'application favorable à leur bonne mise en oeuvre.

Le Mois de l'économie sociale et solidaire a réuni cette année encore plus de 1 500 manifestations partout en France autour du thème : « Devenez acteur de changement ». L'objectif était double : promouvoir la parole des acteurs pour une autre économie, en lien avec les territoires, et renforcer le sentiment d'appartenance des acteurs de l'ESS.

>>> www.lemois-ess.org

VERS UNE BANQUE ETHIQUE EUROPEENNE

La Société financière de la Nef est une **coopérative de finances solidaires**. Depuis sa création, en 1988, elle exerce une **double activité de collecte d'épargne et d'octroi de crédit**. L'épargne collectée, sur des comptes de dépôts à terme ou sur des comptes courants, est déposée par des particuliers, des associations et des entreprises. Toute personne physique ou morale désireuse de donner un sens à son argent peut ouvrir un compte à la Nef.



Les financements accordés par la Société financière de la Nef permettent de **soutenir la création et le développement d'activités professionnelles et associatives à des fins d'utilité sociale et environnementale**. Aujourd'hui, **26 000 sociétaires** ont choisi d'exercer leur responsabilité sur leur argent en déposant leur épargne ou en souscrivant un prêt auprès de la Nef. Et chaque mois, ce sont plus de 200 nouveaux sociétaires qui franchissent le pas, porteurs d'une volonté de changement sur l'organisation économique et sociale de notre monde.

La Nef est devenue un partenaire financier de référence pour les porteurs de projets responsables et innovants dont la valeur sociale et environnementale est prépondérante.

La Nef est aujourd'hui engagée dans la **construction d'une banque éthique européenne**, avec ses partenaires italiens (Banca Etica), espagnols (Fiare), belges (Crédal, Hefboom) et allemands (Oekogeno). Ce projet a pour vocation d'offrir dans ces pays une alternative bancaire complète, reposant sur les principes d'éthique et de transparence qui régissent déjà l'activité de la Nef.

>>> www.lanef.com

L'ALLIANCE COOPERATIVE INTERNATIONALE INTERPELLE LE G 20



Parlant au nom du milliard de femmes et d'hommes, membres d'une coopérative, l'Alliance Coopérative Internationale (ACI) a adressé une lettre ouverte aux chefs d'Etat et de gouvernement, à l'occasion du dernier G20. Après avoir rappelé la contribution des coopératives au progrès économique et à la cohésion sociale, l'ACI revendique :

- une plus grande diversité des formes d'entreprises dans l'économie globale : aucun champ de l'activité économique et sociale ne doit être fermé aux coopératives
- la prise en compte systématique des spécificités et de l'originalité du modèle juridique et financier des coopératives dans la définition et la mise en oeuvre des politiques publiques, tant par les Etats que par les organisations internationales, sans discrimination par rapport aux autres formes d'entreprises.

>>> www.ica.coop/

TRAVAUX DU CIRIEC

CONGRES INTERNATIONAL DU CIRIEC

Organisés tous les deux ans, les congrès internationaux du CIRIEC sont un moment attendu de débats entre praticiens et chercheurs. Ils réunissent plusieurs centaines de participants du monde entier. Le prochain congrès aura lieu à Vienne (Autriche), du 12 au 15 septembre 2012, sur le thème :

L'économie publique, sociale et coopérative au service de l'intérêt général

Quelle éthique pour une économie globale. Une économie responsable et durable
Mobilisation sociale de la société civile. Le CIRIEC et le service de l'intérêt général

Des ateliers sectoriels traiteront de l'énergie, de l'eau, des déchets, de la santé,
du logement social, du transport et de l'université

[A l'issue du congrès, le Prix Edgard Milhaud 2012 récompensera les travaux d'un jeune chercheur](#)

4^{ème} Conférence internationale de recherche en économie sociale

Tous les deux ans, les conférences internationales de recherche en économie sociale du CIRIEC sont devenues le rendez-vous incontournable de nombreux chercheurs et praticiens du monde entier

La dernière s'est tenue à Valladolid (Espagne), en avril dernier. Elle a réuni quelque 400 participants de 40 pays
154 communications ont été présentées, dans 30 ateliers

La prochaine édition de la conférence aura lieu à l'Université d'Anvers, du 23 au 26 octobre 2013

>>> ciriec@ulg.ac.be

Commission Scientifique Economie publique du CIRIEC-France

Dans sa dernière réunion, le 28 novembre 2011, la Commission scientifique Economie publique du CIRIEC – France, présidée par le professeur [Philippe Bance](#), a décidé de publier les travaux précédemment réalisés, arrêté le principe de la création d'une collection pour la publication de l'ensemble des travaux et engagé une réflexion sur le prochain thème de recherche.

► Publication des travaux

Les travaux finalisés, sur « **L'action publique dans la crise : vers un renouveau en France et en Europe** », sont programmés pour une publication aux Presses Universitaires de Rouen et du Havre. La parution est envisagée pour mars 2012. L'introduction et la conclusion devraient être traduites en anglais, en attendant une éventuelle traduction dans cette langue de l'ensemble de l'ouvrage, destinée à donner aux travaux une visibilité internationale.

La livraison de l'ouvrage en version électronique pourrait intervenir ultérieurement. Une présentation publique (dîner-débat) est envisagée en mars 2012.

► Projet de mise en place d'une collection « Economie publique - Economie sociale » aux Publications des Universités de Rouen et du Havre (PURH)

La création d'une Collection « Economie publique – Economie sociale » vise à accueillir des travaux réalisés par les deux commissions scientifiques du CIRIEC-France, ainsi que des ouvrages d'universitaires.

► Futur projet de recherche de la commission scientifique Economie publique

Une première réflexion fait ressortir l'intérêt de renouer avec un travail sur la propriété publique et d'articuler les travaux à ceux de la commission scientifique internationale « Entreprises publiques – Services publics » du CIRIEC. Il est également envisagé de ne pas focaliser uniquement sur les entreprises publiques, mais de faire porter l'analyse sur le rôle des organisations publiques, au sens large du terme. L'approche envisagée est celle d'études de cas portant notamment sur :

- La re municipalisation de la gestion de l'eau à Paris
- Le secteur ferroviaire et la SNCF
- Le secteur postal et la banque postale
- La santé et la sécurité sociale
- La création de richesses par les administrations

à partir d'une grille de lecture unificatrice fondée sur le questionnement suivant :

- Comment définir au mieux les missions d'intérêt général dans les études de cas (les missions d'intérêt général étant définies de manière extensive) ?
- Quel est le rôle qui peut être assigné aux opérateurs publics pour assumer les missions d'intérêt général ?



- Quelles comparaisons peut-on effectuer entre organisations publiques et privées dans la mise en œuvre des missions d'intérêt général ?
- De quels types d'organisations publiques a-t-on besoin pour concrétiser au mieux les missions d'intérêt général ?
- Quelles sont les conditions permettant aux organisations publiques d'internaliser de manière efficiente les missions d'intérêt général ?

Au-delà des études de cas, des études thématiques pourront compléter l'analyse.

Il est également envisagé de se placer dans une optique prospective pour étudier comment peut évoluer dans l'avenir, suivant le contexte institutionnel, le rôle des organisations publiques dans la mise en œuvre de missions d'intérêt général.

Philippe Bance

Président de la Commission scientifique Economie publique du CIRIEC-France

COLLECTION DU CIRIEC-FRANCE

Répondant à une proposition de la Commission Economie publique, le Conseil d'administration du CIRIEC-France a décidé, dans sa réunion du 30 novembre, la création d'une collection *CIRIEC-France* dans le cadre des Publications des Universités de Rouen et du Havre (PURH). La collection publiera les travaux des deux commissions scientifiques, Economie publique et Economie sociale, ainsi que des ouvrages proposés par des chercheurs associés.

Le premier ouvrage de la collection : « L'action publique dans la crise : vers un renouveau en France et en Europe » paraîtra dans le premier semestre 2012.

Les ouvrages seront publiés en français et en anglais.

Les Annales de l'Economie publique, sociale et coopérative

Principale publication du CIRIEC, les *Annales* est une revue scientifique internationale fondée en 1908. Sa vocation est la publication d'articles scientifiques et originaux analysant des thèmes intéressants à la fois les scientifiques et les praticiens dans les domaines d'intérêt du CIRIEC : l'économie publique et l'économie sociale. Les *Annales* sont publiées trimestriellement par Wiley-Blackwell (Royaume-Uni).

Le CIRIEC dirige également une collection scientifique « Economie sociale / Economie publique » aux éditions P.I.E. Peter Lang, où paraissent des résultats issus des travaux de son réseau scientifique. Une collection de papiers de recherche figure aussi sur son site internet >>> www.ciriec.ulg.ac.be

REPENSER L'ETAT ?



Jacques Fournier nous livre sa conception du rôle de l'Etat dans un commentaire du livre de Philippe Aghion et Alexandra Roulet, « *Repenser l'Etat* » (Editions du Seuil, collection *La République des Idées*)

« Ce livre devra rester au chevet du candidat socialiste à la présidentielle. Son sous-titre – « Pour une social-démocratie de l'innovation » - est explicite. De surcroît, et il faut en féliciter les auteurs, il n'est pas trompeur. Voici un économiste de renom (je pense à Philippe Aghion mais sa co-auteure, Alexandra Roulet, dont la notoriété est moindre, doit évidemment lui être associée, pour les compliments comme pour les critiques), qui, sans présupposé idéologique, en utilisant les méthodes de sa discipline, conforte, sur la base d'analyses circonstanciées, la position de principe de la gauche sur le rôle de l'Etat et lui offre, dans le même temps, un nouveau schéma pour ordonner ses interventions. « *Ni plus ni moins d'Etat, mais l'Etat « autrement »* : c'est l'ambition des auteurs que de dessiner les grands traits de cette nouvelle figure. Ils le font dans un langage clair, avec le sens de la synthèse et le souci d'asseoir chacune de leurs préconisations sur des données concrètes. Leur méthode, comme ils l'expliquent au début de leur ouvrage, dans un français dont heureusement ils n'abuseront pas ensuite, est fondée sur le « benchmarking », la comparaison des situations des

différents pays visant à déceler la meilleure performance sur chacun des sujets traités. Le livre est ainsi parsemé de tableaux comparatifs qui utilisent des données originales et opèrent des rapprochements inédits, souvent révélateurs mais parfois un peu rapides. Je ne suis pas sûr, par exemple que « l'indice de démocratie » (page 96) qui ne donnerait à la France que la note de 9 sur 10, contre 10 sur 10 pour la majorité des autres pays de l'OCDE, ait une réelle valeur scientifique. Je ne suis pas convaincu que le nombre de brevets déposés par habitant soit suffisant pour justifier le niveau des prélèvements obligatoires (page 79) même si je suis très heureux de voir les auteurs contribuer à démystifier ce sujet. Quant au calcul du « degré de contracyclicalité des politiques budgétaires » (page 61) il me paraît quelque peu surprenant, mais je ne peux qu'en laisser la responsabilité aux auteurs.

« *Les études montrent* » : cette expression revient souvent dans l'ouvrage. Ce peut être frustrant pour qui place le doute au centre de sa démarche. On aimerait parfois plus de discussion sur tel ou tel sujet. Mais les sources sont toujours citées et il est manifeste que la synthèse qui nous est aujourd'hui proposée est l'aboutissement d'une réflexion solide et englobante. L'Etat « repensé » par Aghion et Roulet est-il aussi nouveau que leur présentation le suggère? Sans doute non. Mais il est vrai que, sur chacun des quatre grands volets qu'ils abordent, leurs conclusions et les pistes qu'ils ouvrent sont très intéressantes.

« *Investir dans les idées* ». Le chapitre 1er réunit sous ce titre un ensemble d'actions publiques que l'on n'a pas coutume de voir traitées ensemble : politiques de l'éducation et de la santé, immigration, politique du crédit, politique industrielle. Je ne peux évidemment que me réjouir de voir l'action publique en matière d'éducation et de santé publique considérée ici pour ce qu'elle est fondamentalement, c'est à dire non pas une source de dépenses qui pèsent sur l'économie mais un investissement productif auquel il est nécessaire que la nation consacre un effort important. On trouve la même conclusion dans le livre récent d'un autre économiste, Philippe Askenazy, (*Les décennies aveugles, Emploi et croissance, 1970-2010*, Seuil 2011) qui insiste sur le fait que, dans ces deux domaines, notre pays dispose d'une carte d'excellence qu'il doit pouvoir jouer au plan des échanges internationaux. Quand donc les doctes commentateurs des questions économiques dans nos journaux et nos médias audiovisuels, qui n'ont en tête que la réduction des dépenses publiques, se décideront-ils à prendre conscience de cette évidence ? Sur le contenu des politiques à mener dans ces deux domaines les pistes ouvertes par Aghion à partir de son « benchmarking » sont souvent pertinentes. Insistance non seulement sur l'enseignement supérieur mais aussi sur l'école de base et la petite enfance, accent sur la formation des maîtres et les questions pédagogiques, plus grande autonomie de gestion des établissements en ce qui concerne l'éducation. Pour la santé, liaison établie entre l'importance du financement public et l'efficacité globale du système, nécessité pour la France d'une ouverture plus grande des études médicales et du recrutement de personnel infirmier, accent mis sur l'hôpital et le dispensaire par rapport à la médecine de ville. Sur l'immigration l'objectif affiché fera dresser sur leur tête les cheveux des partisans du Front national ou de certains éditorialistes du Figaro. L'ouvrage nous explique que, malgré la relative bonne santé de la démographie française, il faudra pour stabiliser à terme le rapport entre les plus de 65 ans et les 20 à 64 ans, faire passer de 100.000 à 200.000 le flux net d'immigration dans notre pays. Les auteurs sont conscients des problèmes que pose déjà et posera plus encore à l'avenir l'intégration de ces immigrés. Ils font sur ce sujet des observations et des propositions intéressantes. On aimerait qu'elles puissent alimenter un débat public qui, même à gauche, reste encore trop souvent paralysé sur ce sujet. Aghion et Roulet proposent enfin de « réinventer » la politique industrielle, laquelle peut, selon eux, parfaitement se concilier avec le jeu de la concurrence. Ils préfèrent des interventions ciblées sur certains secteurs correspondant aux potentialités nationales à un soutien global de l'économie. Ils suggèrent certains critères possibles pour le choix de ces secteurs (notamment le degré de compétitivité et le niveau de qualification des travailleurs), mais, et c'est un peu dommage, ils n'approfondissent pas davantage leur réflexion sur ce point. Cette orientation n'en est pas moins intéressante. Elle pourrait, de mon point de vue, trouver un prolongement dans une discussion sur les voies et moyens d'une nouvelle approche de la planification dans notre pays. Education, santé, immigration, crédit, politique industrielle : ne serait-il pas normal, à partir du moment où l'on reconnaît à l'Etat un rôle important voire décisif dans ces domaines, de chercher à coordonner dans le temps et dans l'espace les actions qu'il mène et de le faire à l'occasion d'un grand débat public qui associerait les forces vives de la nation ? C'est ce que faisait autrefois la planification « à la française ». Ne faudrait-il pas aussi « réinventer » cette forme d'intervention publique ?

Le chapitre II : **« Domestiquer le risque : l'Etat assureur »** regroupe lui aussi des questions qui sont d'habitude traitées séparément (protection des travailleurs contre l'insécurité sur le marché de l'emploi, protection des individus et des entreprises contre les fluctuations de l'activité économique, protection du pays et de ses habitants contre la dégradation de l'environnement). On y trouve un éloge de la « flexi-sécurité » sur le modèle scandinave, un plaidoyer pour une démocratie sociale faisant une place importante aux organisations syndicales, des recommandations pour la conduite, face à la crise, de politiques macro-économiques contracycliques, enfin l'esquisse de ce que pourrait être une politique environnementale. La « flexi-sécurité », association d'une réglementation du travail assouplie, flexible, notamment pour ce qui concerne les possibilités de licenciement, et d'une prise en charge généreuse, sécurisante, des personnes en transit sur le marché de l'emploi, est une notion à la mode. Le livre multiplie les tableaux qui montrent l'avantage comparatif dont bénéficieraient les pays qui ont adopté ce modèle : moins de chômage, plus d'équité, plus de confiance de la part des salariés. On rejoint ici le concept de « sécurité sociale professionnelle » mis en avant ces dernières années par les syndicats et les partis de gauche en France. Tout ceci est bel et bon. Il ne faudrait peut-être pas, tout de même, trop extrapoler à partir de l'expérience des pays scandinaves. Comme le fait observer Philippe Askenazy dans l'ouvrage plus haut cité, la population totale de ces pays est de 25 millions d'habitants, soit moins de 40% de la population française et certains ensembles régionaux de taille comparable à l'intérieur de l'Union européenne, par exemple les régions alpines de la France, de l'Italie et de la Suisse, ont, sur beaucoup de points, des performances comparables. Où faut-il placer la barre de la flexibilisation du marché du travail ? Le débat des primaires socialistes a fait ressortir le problème des licenciements boursiers, décidés pour accroître les profits d'une entreprise par ailleurs en bonne santé. Des gardes fous demeurent nécessaires, sur ce point comme sur d'autres. Sur le renforcement de la démocratie sociale on ne peut que se réjouir de la position exprimée dans l'ouvrage. Il est vrai que dans ce domaine la France est en retard sur beaucoup d'autres pays, notamment en ce qui concerne la place faite aux organisations syndicales dans le suivi de la gestion des entreprises. Rappelons toutefois à nos auteurs, qui semblent l'ignorer (page 56), que la loi dite de démocratisation du secteur public du 31 juillet 1983 prévoit une représentation des travailleurs, à concurrence d'un tiers des sièges, dans les conseils d'administration de l'ensemble des entreprises publiques mais que cette règle n'est aujourd'hui plus applicable au groupe Air-France KLM. J'ai vu de près fonctionner ce système au GDF (alors non encore privatisé) et à la SNCF dans les années 80 et 90 et je n'ai eu pour ma part qu'à m'en féliciter.

S'agissant de la politique macro-économique le livre enfonce pour moi des portes ouvertes. Mais peut-être ne le sont-elles pas pour tout le monde. Que l'Etat doive intervenir face à la crise, ce qui s'est passé depuis 2008 l'a amplement confirmé. Qu'il faille privilégier à cet effet une politique macro-économique « contracyclique », cela me paraît évident. Que l'on doive rechercher les voies et moyens d'une politique environnementale qui ne casse pas la croissance mais l'oriente autrement, là encore on ne peut qu'être d'accord. Mais là ne s'arrête pas la responsabilité des Etats. Ces questions concernant la politique économique générale et l'environnement se traitent de plus en plus souvent, dans une économie mondialisée, au niveau supra-national. L'Etat n'est pas seulement responsable de ce qui se passe à l'intérieur de ses frontières, il est aussi acteur sur la scène internationale et pour nous, français, cette scène comporte plusieurs étages, dont l'eurozone n'est pas le moins important. On aurait aimé que nos économistes nous disent comment, selon eux, leur Etat « repensé » doit s'organiser pour assumer cette dimension. Ils ont apparemment considéré que cela n'entraînait pas dans leur sujet. C'est dommage.

Je serai plus bref sur le chapitre III : **« Réformer la fiscalité »**. Nos auteurs, là encore, mettent l'accent sur les leçons à tirer de l'expérience scandinave. Ils ne hurlent pas au loup à propos du niveau élevé de prélèvements obligatoires que connaissent ces pays. Ils avancent, au contraire, une théorie originale sur le rapport entre la pression fiscale et la croissance : ce rapport serait négatif dans les pays à forte corruption, mais positif (l'impôt ne tue pas la croissance, il l'encourage au contraire) dans les pays à faible niveau de corruption. A l'inverse d'autres spécialistes, ils se prononcent enfin pour des régimes distincts d'imposition des revenus du travail et de ceux du capital. Le débat ouvert sur ce point mérite à coup sûr d'être poursuivi et approfondi, car nous sommes là au cœur d'une question cruciale que la gauche devra trancher si elle revient au pouvoir.

Avec le dernier chapitre : **« Approfondir la démocratie »**, nos auteurs s'aventurent sur un terrain qui n'est pas a priori familier aux économistes, celui des institutions politiques. Ils y appliquent leurs méthodes et leurs outils et cela donne un résultat curieux, mélange de simplisme et d'inventivité. On y apprend que la démocratie n'est à coup sûr favorable à la croissance que dans les pays développés, que le contrôle de la corruption permet une plus grande ouverture de l'économie et encourage l'innovation, et que deux leviers importants pour rendre effectif ce contrôle et élever le degré de démocratie, sont l'indépendance des médias et l'évaluation des politiques publiques. Sur ces deux points, constatent nos auteurs, la France est en retard par rapport aux autres pays de l'OCDE. Leur développement sur l'indépendance des médias est particulièrement bien venu et il a le mérite de mettre l'accent sur une question dont l'importance n'est pas suffisamment reconnue dans le débat public français. Dans les pages consacrées à l'évaluation des politiques publiques, on voit s'exprimer au passage la méfiance de l'universitaire vis à vis de l'énarque (vive le CBO, congressional budget office, du congrès américain, qui fait travailler des experts indépendants, haro sur la Cour des comptes ou l'Inspection des Finances françaises, composées de hauts fonctionnaires). Mais il n'était pas inutile que la question soit abordée. Ceci dit, la démocratie ne saurait évidemment se réduire à ces deux caractères. C'est là que l'ouvrage, centré sur le rapport à l'économie, trouve nécessairement ses limites. L'équilibre des pouvoirs, le régime des partis, la circulation des idées, la culture dominante, les relations sociales, la participation des citoyens : autant de sujets pour lesquels non seulement les économistes mais aussi les juristes, les démographes et les sociologues ont leur mot à dire. Il se trouve que je lis en ce moment le petit livre d'Olivier Todd qui porte un titre voisin (*Après la démocratie*, Gallimard, collection folio actuel, 2008). Son approche est fondamentalement différente et d'ailleurs souvent insolite, il débouche sur des conclusions diamétralement opposées mais il offre lui aussi un réel plaisir de lecture.

Pour en revenir à l'ouvrage de Philippe Aghion et Alexandra Roulet, la longueur de ce compte-rendu témoigne de l'intérêt que je lui ai porté. Il sort à un moment particulièrement favorable. Il fourmille d'observations pertinentes. Il établit solidement des vérités utiles. Mais, on l'aura compris aussi, ce livre s'inscrit bien, fondamentalement, dans une perspective social-démocrate. La rupture avec le capitalisme ne figure pas dans sa table des matières. Il est vrai que l'on ne peut aujourd'hui recourir au benchmarking pour traiter cette question ». ■

L'URGENCE D'UNE AUTRE ECONOMIE

Le Comité de pilotage des **Etats Généraux de l'Economie Sociale et Solidaire** interpelle les candidats à l'élection présidentielle.
(Ce texte a été signé par une soixantaine d'organisations)

La crise qui pèse sur les peuples n'est pas seulement financière, elle est économique, écologique, sociale, morale et politique. La rigueur imposée par la gestion de la dette, réduit le pouvoir d'achat, l'emploi et la compétitivité des entreprises. Elle réduit donc les chances de reprise tout en aggravant la situation des classes moyennes comme des plus faibles. Les classes dirigeantes font encore semblant de croire à des mesures de régulation très partielles qui continuent à faire la part belle à ceux qui bénéficient du système financier. Sommes-nous condamnés à des secousses de plus en plus violentes de la nature, de la société, de l'économie, de la finance pour que les dirigeants agissent sur ce modèle économique dominé par une course effrénée vers le profit ? Nous savons qu'une autre voie est possible et réaliste, permettant une transition écologique et sociale pour une autre économie fondée sur la solidarité. Cette voie implique :

- D'autres rapports démocratiques, par une écoute et une expression publique des citoyens et de leurs organisations représentatives
- Une autre conception de la richesse dans sa nature et dans sa répartition,
- Une approche différente de la mondialisation, et de la construction européenne en cherchant des relations équitables entre l'ensemble des acteurs
- Un développement des échanges marchands appuyés sur la coopération et non sur un excès de compétition pour le seul profit
- Un développement des échanges non marchands, donnant toute leurs places aux besoins fondamentaux des citoyens.
- Le respect des ressources naturelles comme bien commun et le souci des générations futures
- L'éducation, la prévention et la culture comme des enjeux déterminants de l'évolution de la société.

Il est temps que cette voie soit reconnue et entendue pour que nous puissions engager une révolution tranquille en réponse aux crises que nous traversons. Le dualisme Marché-Etat ne suffit plus, il devient indispensable de tenir compte des apports de la société civile à travers ses engagements économiques et citoyens. Cette perspective n'est pas utopique, elle est déjà mise en œuvre dans le cadre d'une Economie sociale et Solidaire (ESS) qui a connu en quelques décennies un essor important sur plusieurs continents. A la tradition vivante de l'économie sociale représentée par les associations, coopératives et mutuelles dans lesquelles le pouvoir ne dépend pas du capital, se sont ajoutées les innovations portées par l'économie solidaire, voulant démocratiser l'économie à partir d'engagements citoyens.

L'économie sociale et solidaire est aujourd'hui une force économique, encore trop ignorée qui représente 10 % de l'emploi en France, 215 000 employeurs et 2,3 millions de salariés. Déjà de multiples initiatives en son sein montrent qu'il est possible de convertir l'indignation en action. Elle peut donc redonner un espoir politique. Nous demandons aux politiques, décideurs citoyens, d'intégrer dans leur réflexion l'ensemble de nos propositions pour faire basculer le modèle actuel, en particulier :

- Transformer le système financier en le mettant d'abord au service des entreprises et des particuliers.
- Encourager la réduction des écarts de rémunération au sein des entreprises notamment en instituant une échelle des salaires raisonnée et raisonnable.
- Taxer les transactions financières internationales.
- Développer des pôles territoriaux de coopération économique avec tous ceux qui constituent le cœur de l'économie locale
- Inscrire et financer l'innovation sociale dans les politiques publiques, nationales et européennes...
- Intégrer les approches de l'économie sociale et solidaire dans la formation initiale et continue, soutenir les formes d'éducation promue par celle-ci (éducation populaire, pédagogie alternative...)



C'est à ce nouvel élan indissociablement politique et économique qu'appellent toutes les composantes d'une économie sociale et solidaire tenant à sa diversité mais consciente de l'importance de son unité pour favoriser une transition écologique et sociale qui passe par le renforcement de la démocratie.

Si nous voulons changer de paradigme, si nous voulons un futur plus accueillant aux jeunes générations, il est temps de reconnaître le poids politique et économique des acteurs de l'économie sociale et solidaire. ■

Les Etats Généraux de l'Economie sociale et solidaire (juin 2011)

A LIRE

Les mutuelles dans l'Union européenne et leur rôle en matière de protection sociale

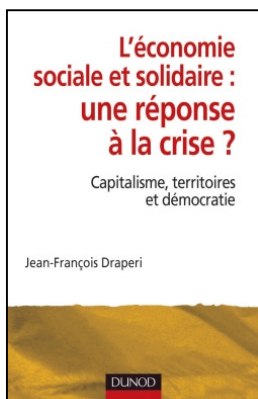


Le Parlement européen vient de réaliser une étude sur les mutuelles dans l'Union européenne. La *Revue Internationale de l'Économie Sociale* (RECMA) en a publié une synthèse :

- Les sociétés mutuelles au sein du marché intérieur de l'Union européenne
- Les mutuelles dans un contexte économique en pleine évolution
- Le rôle futur des mutuelles dans la société européenne

>>> www.recma.org

L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ?



Dans son dernier ouvrage, Jean-François Draperi a pour ambition de « *mesurer les limites de l'économie sociale et solidaire, présenter des pistes pour une critique du capitalisme, puis inviter à une mise en question radicale en proposant des voies de réflexion et d'action générale.* ». « L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ? Capitalisme, territoires et démocratie », titre de l'ouvrage, contribue à la construction d'une théorie générale de l'économie sociale et solidaire. (Lire l'article paru sur www.recma.org, signé par Danièle Demoustier, enseignante-chercheur à l'IEP).

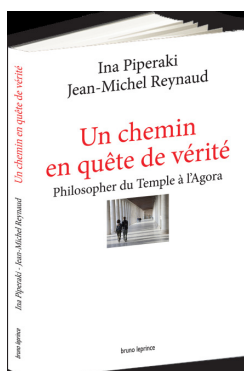
J-F. Draperi est Maître de conférences en sociologie et directeur du Centre d'économie sociale Travail et société (CESTES) au Cnam, rédacteur en chef de la Revue internationale de l'économie sociale (Recma). Il est l'auteur de *Comprendre l'économie sociale* (Dunod, 2007) et de *Parcourir sa vie. Se former à l'autobiographie raisonnée* (Presses de l'économie sociale, 2010).

>>> Pour commander l'ouvrage www.dunod.com

UN CHEMIN EN QUÊTE DE VÉRITÉ

Dans les *Brèves* de septembre 2011, nous présentions le livre de Jean-Michel Reynaud « L'effacement des dettes, une solution à la crise mondiale. L'exemple de Solon dans la Grèce antique » Notre ami vient de récidiver, toujours en complicité avec Ina Piperaki.

Cette nouvelle livraison se veut « *une réflexion philosophique et une inquiétude sociale et sociétale, qui a commencé par l'échange de SMS entre les deux auteurs et qui a généré la naissance de ce livre ; elle allie Platon et Socrate pour aboutir à un questionnement large et profond sur les questions d'actualité : l'endettement global, la perte de confiance des citoyens, l'indignation face à une gouvernance mondiale injuste, la liberté et la souveraineté des individus en question.*



Après « *L'effacement des dettes, une solution à la crise mondiale* », paru en juin 2011 chez le même éditeur, ce nouvel ouvrage invite à la réflexion autant dans le silence d'un « Temple », intérieur ou extérieur, que dans le tumulte de l'Agora, lieu par excellence de l'expression citoyenne.

Organisé en quatre grands chapitres, ce livre traite avec philosophie des valeurs républicaines, des fondements de la démocratie, du pouvoir et du contre-pouvoir. Il aborde avec une notion républicaine la philosophie d'une gouvernance mondiale, en parallèle avec la laïcité étudiée dans sa dimension européenne.

Dans l'optique que ce sont les gens ordinaires qui font la vraie richesse du monde, ce livre se termine par la proposition d'un « *Manifeste citoyen pour l'avenir de l'Europe* », afin de permettre aux peuples européens de retrouver dignité, espoir de vivre et liberté ».

>>> Bruno Leprince Editeur - www.bruno-leprince.fr

SYNDICALISME ET ECONOMIE SOCIALE : L'EXPERIENCE QUEBECOISE

Les organisations syndicales du Québec, la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ) et la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) soutiennent l'économie sociale et solidaire. Ils ont créé des fonds d'investissement et des caisses d'épargne et de crédit. Bien que n'ayant pas la taille et les moyens de la FTQ, la nationaux (CSN), est à l'avant-garde de ces activités, au travers de FONDACTION.

L'auteur, Yvon Poirier, militant à la CSN au niveau local, régional et national, de 1968 à 1994, aborde ici la question du rôle des syndicats dans le renforcement de l'économie solidaire.

>>> Télécharger le texte d'Yvon Poirier paru dans la *Recma* : www.recma.org

UNE SI VIVE RESISTANCE



« Ce livre est le portrait d'un agitateur d'idées, dont « l'énergie persistante » ne cesse de surprendre. C'est le parcours d'un humaniste, nourri des discussions dans le Maquis sur l'avenir de la démocratie sociale. C'est surtout l'appel d'un éternel résistant à agir pour une métamorphose radicale de la société au profit des plus humbles ».

« « Prophète joyeux », « banquier altruiste », « éternel résistant », « voyou affectueux »... de Michel Rocard à Edgar Morin, chacun a sa formule pour évoquer Claude Alphandéry, qui a investi près de 90 ans d'énergie et d'idées au service de l'intérêt général. Il est aujourd'hui considéré comme l'une des grandes voix de l'Économie sociale et solidaire cette « autre économie » qui fait passer les hommes, l'environnement et les territoires avant le profit. Résistant à 18 ans, membre du Parti communiste jusqu'en 1956, haut fonctionnaire à la direction du Trésor, président de la première banque française spécialisée dans l'habitat social... une carrière d'exception, qui l'a aussi conduit à développer France Active, premier réseau de finance solidaire en France ».

« Une si vive résistance » Entretien préfacé par Edgar Morin.

>>> [Editions Rue de l'Echiquier – Collection Conversations solidaires](http://Editions Rue de l'Echiquier - Collection Conversations solidaires)

GLOBAL MAGAZINE



Le magazine des francs-tireurs de la « slow-info » est sur la toile : >>> www.globalmagazine.info

L'équipe

Gilles Luneau * (rédacteur en chef), Alexandra Beck, Andrea Alvarez, Pascale-Angeline Garcia, Georges Bartoli, Anthony Brard, Harry Caut, Patricia Citaire, Nicolas de la Casinière, Garance Delaville, Claudine Ducol, Paol Gorneg, Alain Froissart, Eric Karnbauer, Antoine Lazerges, R. de Dicave, Cristina Lhomme, Mona Monod, Michel Monteaux, Gaïa Mugler, Anne-Laure Murier, Hugues Piolet, Lisa Piolet, , Paul Russel, Marie Tuberville.

Comité de veille

Miguel Benassayag (philosophe, psychanalyste), Rony Brauman (médecin, président de Médecins sans Frontières), Geneviève Fraisse (philosophe), Merri Jolivet (peintre), Véronique Nahoum-Grappe (anthropologue), Carlo Petrini (journaliste, fondateur de Slow Food), Jean-Claude Vernier (fondateur de Libération), Sophie Wahnich (historienne).

100 jours, du 1er novembre 2011 au 8 février 2012, pour découvrir en accès libre et pour soutenir ce nouveau magazine.

>>> Contact : redaction@globalmagazine.info

* Journaliste et écrivain, auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : « Le monde n'est pas une marchandise », « Pour la désobéissance civique », « Fenu qui, l'argent du réel »

NOS ADHERENTS INNOVENT

Crédit Coopératif, un des dix « pionniers » des Trophées du Business Vert



Les Trophées du Business Vert 2011, organisés par le magazine L'Expansion, ont retenu dix dirigeants d'entreprises, dans la catégorie Pionniers, pour leur dynamisme au cours des 12 derniers mois, parmi lesquels Jean-Louis Bancel, président du Crédit Coopératif.

Suivront le lancement du vote des catégories Challenges et Espoir. Les noms des lauréats des Trophées du Business Vert 2011 seront dévoilés lors d'une remise de prix, en décembre.

>>> http://businessvert.lexpansion.com/index.php?id_page=1

L'OCIRP solidaire des jeunes patients malades

« *Destins de familles* ». C'est le titre du documentaire de Nils Tavernier qui s'est fait connaître en réalisant d'abord des courts métrages, puis des documentaires. "*Destins de Familles*" relate l'expérience du réalisateur, parti partager pendant plus de six mois, à l'hôpital Necker, le quotidien de plusieurs jeunes patients malades, de leur entourage et du personnel soignant.



Un documentaire qui a pour vocation d'informer, de sensibiliser, d'échanger sur l'expérience à travers une réalisation riche en témoignages de courage, de solidarité, d'engagement au nom d'une réalité « ça n'arrive pas qu'aux autres ! ». L'OCIRP a soutenu ce documentaire à l'occasion de sa diffusion en avant-première à l'Université Paris Descartes le 8 novembre dernier et continue de soutenir sans réserve ce film qui fait le récit du courage des enfants, des familles et du personnel soignant.

>>> www.ocirp.fr/

La Fondation MACIF lance son concours « L'alimentation autrement »

Plaçant l'innovation sociale au cœur de ses actions, la Fondation Macif lance un concours national, du 1er octobre au 31 décembre 2011, visant à promouvoir et récompenser des projets socialement innovants dans le domaine de l'alimentation durable et responsable. Les lauréats distingués partout en France recevront des dotations allant de 10 000 à 15 000 euros.

« Malbouffe », scandales alimentaires à répétition, dommages environnementaux... Ce que contiennent nos assiettes est devenu une source de préoccupation dans l'hexagone et suscite critiques et interrogations diverses. Pourtant des initiatives à succès existent (AMAP, mouvement slow food...) et démontrent l'intérêt croissant pour des solutions alternatives contribuant au mieux-être et au mieux-vivre.

Consciente des enjeux pour l'avenir, la Fondation Macif lance le concours « L'alimentation autrement », réservé aux acteurs de l'économie sociale et solidaire. Objectif pour les structures candidates : présenter un projet socialement innovant apportant un mieux-être et un mieux-vivre aux personnes sur les territoires.



Le concours est réservé aux acteurs de l'économie sociale et solidaire. Basées en France métropolitaine, leurs activités relèvent d'initiatives collectives gérées démocratiquement et dont la finalité principale n'est pas la recherche de profits ni l'enrichissement personnel.

>>> www.fondation-macif.org/

AGENDA



PREMIERES RENCONTRES ESCEM DYNAMIQUES TERRITORIALES ET ECONOMIE SOCIALE 22 & 23 MARS 2012

Escem - Campus de Tours de l'ESCEM - 1 rue Léo Delibes 37 000 Tours

- Appel à communication -

Remise des manuscrits prolongée à **mi-décembre 2011 !**

Dans le sillage de l'économie de marché, il y a toujours eu des organisations aux formes et statuts originaux qui ont voulu concilier performance économique et performance sociale. La mondialisation, à travers ses risques et dérives, a amené de nombreux observateurs à poser un regard plus attentif sur leurs modèles de développement. Le colloque souhaite questionner sur ces thématiques, chercheurs comme professionnels, afin d'échanger sur la nature et l'importance des interactions entre les territoires et les acteurs de l'économie sociale, et d'en mesurer les enjeux en termes de compétitivité.

www.escem.fr/recherche

24^{ème} COLLOQUE DE L'ADDES

La 24^{ème} édition du colloque de l'**ADDES** se tiendra le .. janvier 2012, à Paris (Maison de la Chimie)
« La course à la taille – stratégies, processus et modalités de regroupement, de mutualisations et d'alliances des entreprises de l'économie sociale »

Remise du prix de l'ADDES

>>> veronique.larosee@credit-cooperatif.coop et adde@coopanet.coop.

RENCONTRES DU RIUESS

Le **Réseau Interuniversitaire de l'Economie Sociale et Solidaire** organise ses prochaines rencontres les 6-8 juin 2012, à Nancy sur le thème

"l'ESS face aux défis de l'innovation sociale et du changement de société"

L'appel à communications est ouvert jusqu'au 15 janvier 2012. Elles doivent concerner :

- Le concept d'innovation sociale en débat
- Les différences sectorielles et recompositions territoriales dans l'ESS confrontée aux nouvelles régulations et à l'injonction à innover
- Des monographies empiriques : analyse d'expériences alternatives
- Les effets de transfert de modèles d'un continent à l'autre

La date limite de réception des propositions de communication est fixée au 15 janvier 2012.

>>> vincent.lhuillier@medecine.uhp-nancy.fr

ADHESION AU CIRIEC-FRANCE

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale, créée il y a un siècle par un Français, le professeur Edgard Milhaud. Son objet est la recherche et l'information sur l'économie d'intérêt général : économie sociale, économie publique et économie paritaire.

Ses travaux se réalisent au travers de réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, de publications, de colloques, de congrès mondiaux,...

Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations qui partagent des valeurs de service de l'intérêt général, de non lucrativité et de démocratie économique. Le CIRIEC est établi dans quinze pays.

La section française est une association constituée d'adhérents, personnes physiques et morales. Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale, organismes à gestion paritaire et syndicats.

Le CIRIEC-France est présidé par Alain Arnaud, président de la Mutualité Fonction Publique.

Informations-Adhésions : >>> info@ciriec-france.org

Si
vous
souhaitez
contribuer à
alimenter les *Brèves*

▼
marcel.caballero@club-internet.fr

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE **CIRIEC-France**

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org
www.ciriec-france.org

